

LA PRESSE EN REVUE...



JEUDI 1 MAI 2014

SOMMAIRE

- 1) Point de vue
- 2) De quoi pavoiser
- 3) Qui sont-ils ?
- 4) Avertissement sévère...
- 5) Comme d'hab !



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Plan d'économies : «Le vote d'hier me donne de la force», assure Valls



Assemblée nationale, mardi. «Le vote d'hier est un acte fondateur. Il établit clairement la feuille de route qui est la nôtre. Ce vote est fondateur parce qu'il s'est fait dans la clarté. J'assume ce réformisme», déclare ce mercredi Manuel Valls. | (LP/Olivier Corsan)

Manuel Valls a certes obtenu la majorité des voix, mais le cri des abstentionnistes socialistes est assourdissant. Le plan d'économies de 50 Mds € d'économies a été approuvé mardi à l'Assemblée nationale mais, malgré les appels au rassemblement depuis le début de la semaine, les frondeurs de l'aile gauche du PS sont allés jusqu'au bout : 41 ont refusé d'accorder leur vote à Manuel Valls.

Si les radicaux ont soutenu le chef de gouvernement, les écologistes ont majoritairement voté contre.

A droite Si l'UMP a logiquement voté à la quasi-unanimité contre le plan, l'UDI a été plus partagé. Tour d'horizon des réactions au lendemain du vote à l'Assemblée.

Notre question du jour : approuvez-vous le plan d'économies proposé par Manuel Valls ?

Manuel Valls : «Le vote d'hier me donne de la force».

Malgré une majorité au rabais obtenue mardi à l'Assemblée, le Premier ministre garde la tête haute. «Le vote d'hier est un acte fondateur. Il établit clairement la feuille de route qui est la nôtre. Ce vote est fondateur parce qu'il s'est fait dans la clarté. J'assume ce réformisme.» Valls ne croit pas que sa majorité lui fera défaut grâce à sa «capacité de dialogue» avec le Parlement. «J'ai le sentiment profond que le vote d'hier me donne de la force mais cela me donne aussi une grande responsabilité: être à l'écoute des parlementaires.» Selon lui, «le plan de 50 Mds€ est bien calibré. Il est juste. C'est du sérieux budgétaire, pas de l'austérité.» Il a rappelé l'objectif principal de son gouvernement : «Atteindre les 3 % de déficits l'an prochain.»

Manuel Valls sur France Inter

<http://www.dailymotion.com/video/x1s8nst>

Stéphane Le Foll :

«la majorité n'est pas menacée».«Non, elle n'est pas menacée. Au delà du fait qu'il y a 41 députés qui se sont abstenus, il y a eu une majorité de gauche et même une majorité PS. Elle est juste, même très juste, le PS à lui seul n'a plus que trois voix d'avance. Mais cela, on le sait depuis les (législatives) partielles», déclare sur France Info le porte-parole du gouvernement.

Jean-Marie Le Guen (PS) est «content».

«Je ne suis pas déçu, je suis même content de voir que le texte a été adopté par une majorité de gauche», ose sur i>Télé Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État chargé des Relations avec le Parlement. C'est un acte fondateur pour l'action de ce gouvernement pour les trois ans qui viennent.»

Derrière cette satisfaction de façade, on sent poindre un certain agacement face à l'attitude de certains députés PS qui se sont abstenus. Il évoque ces «petits jeux politiques qui ressemblent plus à des congrès du PS qu'à des actions au Parlement.» Jean-Marie Le Guen vise notamment Jérôme Guedj et Pouria Amirshahi, sans les nommer : «Je ne comprends pas bien la stratégie politique de ceux qui sont présents sur vos écrans.»

Marisol Touraine (PS) veut tourner la page.

«Le temps est à la mise en oeuvre des mesures annoncées. Les Français attendent des résultats, explique la ministre des Affaires sociales sur BFMTV. «J'appelle l'ensemble des parlementaires, notamment ceux qui se sont abstenus, à mettre en oeuvre le plan.»

Marisol Touraine sur BFMTV

<http://www.dailymotion.com/video/x1s8p3c>

Jean-Jacques Urvoas (PS) dénonce l'«absence de courage» des abstentionnistes.

Le vote du plan d'économies a créé une fracture au sein des du groupe PS. Jean-Jacques Urvoas,

président de la commission des lois à l'Assemblée, attaque bille en tête sur Twitter ses pairs qui n'ont pas voté pour. «Où en serions nous ce matin si les 242 députés PS s'étaient eux aussi réfugiés dans l'absence de responsabilité et de courage ?», s'interroge-t-il.



Jean-Jacques Urvoas ✓ @JJUrvoas
Follow

Où en serions nous ce matin si les 242 députés PS s'étaient eux aussi réfugiés dans l'absence de responsabilité et de courage ?
7:54 AM - 30 Apr 2014

Christian Jacob (UMP) : Valls «n'a pas de majorité».

Le chef de file des députés UMP ne mâche pas ses mots : «C'est quasiment la Bérézina pour Valls». L'abstention massive de parlementaires socialistes lui fait dire sur i>Télé que pour le Premier ministre, le pacte de responsabilité est «un échec cuisant. 41 députés d'une majorité qui s'abstiennent c'est du jamais-vu. » Une dissolution de l'Assemblée est-elle envisageable? «Depuis hier, je crois qu'il ne faut pas exclure cette hypothèse.»

L'édito du Parisien. «Une séance théâtrale à l'Assemblée»

<http://www.dailymotion.com/video/x1s5wyj>

leparisien.fr

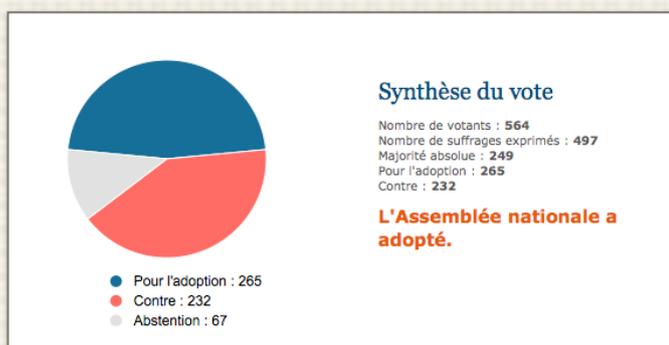
II) A l'Assemblée, le pacte de Manuel Valls passe de trente petites voix

Par Mathieu Magnaudeix et Ellen Salvi

Quarante et un députés PS se sont abstenus sur le plan de 50 milliards d'économie. Plus que ne le prévoient les dirigeants de la majorité, même si Matignon a réussi à contenir l'hémorragie. Les prochains votes s'annoncent problématiques. Si l'UMP poursuit sa stratégie d'opposition frontale, les centristes font des

clins d'œil de plus en plus appuyés au premier ministre.

« Le premier ministre sonne la fin de la récré », gazouillait mardi matin une députée PS sur Twitter. Après avoir essuyé la plus véhémente rébellion parlementaire depuis deux ans, Manuel Valls a contenu l'hémorragie, mais il ne l'a pas empêchée : son plan d'économies de 50 milliards, contesté par une centaine de parlementaires, légèrement amendé après la levée de boucliers des députés PS, a été voté par 265 voix contre 232. Une majorité toute relative : 41 socialistes se sont abstenus. « C'est beaucoup... », lâchait, juste après le vote, ce cadre PS qui en attendait dix de moins.



Sans surprise, la droite a voté contre – seul l'ancien ministre de Nicolas Sarkozy, Frédéric Lefebvre, a voté pour – et trois députés se sont abstenus (Jérôme Chartier, Arlette Grosskost et Fernand Siré). Le plus gros du groupe UDI (17 des 29 députés du groupe) a campé sur sa position d'une « abstention d'encouragement ».

C'est la première fois depuis deux années de quinquennat Hollande qu'autant de députés PS s'abstiennent sur un texte majeur du gouvernement. En octobre 2012, 20 des 297 députés socialistes avaient voté contre le traité européen et 9 s'étaient abstenus. En avril 2013, l'accord emploi n'avait été voté qu'avec une majorité relative : 35 socialistes s'étaient abstenus, comme une grande partie de l'UMP et de l'UDI, 6 avaient voté contre. Un vote passé inaperçu, en pleine affaire Cahuzac, mais qui traduisait déjà les états d'âme du PS.

Cette fois, toutes les tendances du PS sont concernées, et non plus la seule aile gauche. Parmi les abstentionnistes, on retrouve les aubrystes Pierre-Alain Muet, vice-président de la commission des finances, Christian Paul ou Jean-Marc Germain, pas vraiment habitués à la

dissidence. Autres réfractaires : l'ancienne ministre Delphine Batho, le hollandais Philippe Noguès ou le "montebourgeois" Arnaud Leroy. Le Front de gauche, douze écologistes (sur dix-sept) et les trois chevènementistes apparentés au groupe PS ont voté contre. « Le discours du Bourget est dans le trou et on a refermé le caveau », déplore le communiste Nicolas Sansu. « Malgré les concessions, l'équilibre général de ce plan n'a pas changé et sa trajectoire est trop abrupte », a justifié Barbara Pompili, coprésidente du groupe écolo.

Seule consolation pour le gouvernement : aucun député PS n'a voté contre – trois d'entre eux se sont ravisés dans la journée. Il faut dire que le gouvernement a tout fait pour réduire la contestation.

Mardi matin, lors de la réunion des députés PS, le premier ministre a montré ses muscles. « Il était hyper autoritaire, on entendait les mouches voler », raconte un élu. Valls s'en est pris au « pilonnage » médiatique des frondeurs socialistes. Et a usé d'un argument massue, dans la pure tradition de la Cinquième République : ce scrutin (consultatif) est un vote de confiance, trois semaines à peine après le premier. « C'est un moment décisif. À vous d'assumer la majorité », a-t-il lancé.

Dans l'hémicycle, quelques heures plus tard, Valls a poursuivi dans la même veine. « Ce gouvernement ne demande pas de vote "à blanc", "juste pour voir", une indication, un message. Le résultat du vote conditionne à la fois la légitimité du gouvernement, sa capacité à gouverner avec sa majorité, et surtout la crédibilité de la France. » Pression maximale. Face à une majorité dubitative, Valls a défendu son plan d'économies, « calibré pour assurer le respect de nos engagements, bien réparti et juste ». « Qui veut gouverner doit choisir, assure-t-il, ressuscitant la formule de Pierre Mendès France lors de son discours d'investiture, en 1953. Préparer l'avenir, ce n'est pas l'austérité. » Le discours est poliment applaudi dans les rangs socialistes. À la fin, environ une quarantaine de députés évitent de se lever ou d'applaudir.

Pendant ce temps, les hésitants sont travaillés au corps. Jean-Jacques Urvoas, un proche de Valls, croit bon de qualifier les frondeurs de « djihadistes », qui « se promènent avec une ceinture d'explosifs autour de la taille ». Le nouveau ministre des relations avec le Parlement,

Jean-Marie Le Guen, poursuit les apartés et les coups de fil qu'il multiplie depuis des jours. Pas toujours très efficaces à en croire ce parlementaire : « Il m'a appelé, ça a duré 45 minutes, lui a parlé 44 minutes ! » « Le Guen, c'est le candidat qui fait du porte-à-porte, et dont tu dis : "Ouf, heureusement qu'il est passé, j'ai failli voter pour lui" », dit un autre. À chacun, le ministre a en tout cas passé ce message : sans un "oui" massif, une crise de régime ou une dissolution de l'Assemblée nationale menacent.

Chargé des élections au PS, Christophe Borgel, s'y colle aussi. De même qu'Yves Colmou, conseiller spécial de Manuel Valls, un très bon connaisseur des élus locaux. « Ils mettent une pression terrible », glisse un parlementaire. « Plus ils me chauffent, plus je vais finir par voter contre ! » lance dans l'après-midi Pascal Cherki (aile gauche). Pour convaincre les parlementaires, Borgel leur sert en aparté un argument massue : « Il faut soutenir Valls, il est le seul capable de tenir tête à François Hollande. » Preuve, au passage, du rejet grandissant que le chef de l'État suscite dans la majorité.

Pendant près d'un mois, la centaine de députés mécontents (des élus de l'aile gauche, des aubrystes, des proches d'Arnaud Montebourg, etc.) ont tenté d'obtenir une réduction du plan d'austérité de 50 milliards d'euros, plus de contreparties au pacte de compétitivité de François Hollande, des mesures en faveur du pouvoir d'achat. D'abord hostile, le gouvernement a finalement lâché un peu de lest lundi (lire ici) en direction des petits salariés, des retraités qui touchent moins de 1 200 euros par mois. Sans pour autant baisser le montant de l'ardoise. Pas de quoi satisfaire une partie des mutins. « La question de fond est politique. Les concessions du premier ministre sont symboliques. Cette politique nous mène dans le mur, elle n'est pas bonne pour le pays, elle n'est même pas bonne électoralement », déplore Mathieu Hanotin, un proche du président de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone.

« Il y a eu des avancées, mais elles sont dérisoires. Ce n'est ni le moment, ni le montant opportun », assure Nathalie Chabanne, de l'aile gauche. « Je m'abstiens pour ces Français qui veulent que la gauche les protège et fasse des choix justes. Ce n'est pas un vote de défiance, mais un message d'alerte », explique Christian Paul. « Ce vote, c'est un bon signe compte tenu des pressions, se félicite Laurent Baumel, ex-

strauss-kahnien, un des animateurs de la contestation. On aurait été nettement plus sans toute cette dramatisation. »

Il y a trois semaines, onze socialistes s'étaient abstenus lors du vote de confiance à Manuel Valls, une première sous la Cinquième République. En trois semaines, trente socialistes de plus ont basculé vers l'abstention. « Ce n'est que le début de l'histoire. Il faudra désormais négocier avec la majorité à chaque vote », assure un cadre socialiste. Sur les grands textes, les majorités absolues semblent désormais appartenir au passé.

Dès juin, une partie du pacte de responsabilité sera examinée par les députés. « Nous veillerons à ce que les baisses de prélèvements (prévues dans le pacte de compétitivité – nldr) soient assorties de contreparties », promet déjà Christian Paul. Manuel Valls n'en a pas fini avec sa majorité, qui commence à goûter la liberté de parole. Voire sa liberté de vote.

Le détail du scrutin sur le site de l'Assemblée nationale

Les 41 socialistes qui se sont abstenus :

Abstention: 41		
Pouria Amirshahi	Jean-Pierre Dufau	Kléber Mesquida
Christian Assaf	Henri Emmanuelli	Franck Montaugé
Serge Bardy	Hervé Féron	Pierre-Alain Muet
Delphine Batho	Richard Ferrand	Philippe Noguès
Laurent Baumel	Jean-Marc Germain	Christian Paul
Philippe Baumel	Jean-Patrick Gille	Michel Pouzol
Jean-Pierre Blazy	Daniel Goldberg	Denys Robiliard
Kheira Bouziane-Laroussi	Linda Gourjade	Barbara Romagnan
Isabelle Bruneau	Jérôme Guedj	Gérard Sebaoun
Fanélie Carrey-Conte	Edith Gueugneau	Suzanne Tallard
Nathalie Chabanne	Mathieu Hanotin	Stéphane Travert
Dominique Chauvel	Chaynesse Khirouni	Catherine Troallic
Pascal Cherki	Christophe Léonard	Paola Zanetti
Florence Delaunay	Arnaud Leroy	

Les clins d'œil de l'UDI

La droite, elle, a massivement voté contre le plan Valls. « Il y a une tradition républicaine : quand on est dans l'opposition, on ne vote pas les mesures budgétaires de la majorité », explique l'UMP Dominique Bussereau. Sur le fond, l'opposition s'est pourtant montrée particulièrement silencieuse depuis une semaine au sujet des 50 milliards d'économie. Nul n'est vraiment monté au créneau pour les critiquer jusqu'à ce mardi. Embarrassée par le virage social-libéral annoncé par François Hollande en janvier, l'UMP campe sur une position d'opposition pure et simple.

Au cours de la réunion du groupe matinale, seul le

filloniste Jérôme Chartier a pris la parole pour expliquer qu'il ne se voyait pas voter contre, estimant l'analyse du premier ministre « bonne », mais pas assez audacieuse. « Elle est similaire à celle qui avait été proposée dans le programme de rigueur présenté par François Fillon et Nicolas Sarkozy en novembre 2011 », a expliqué le député au Monde.

D'aucuns à l'UMP ont vu là une stratégie des fillonistes pour « se trouver une spécificité » au sein du parti. Des spéculations auxquelles l'ancien premier ministre a coupé court en déclarant qu'il voterait « contre » le pacte de responsabilité pour ne pas être « complice » d'un plan qui « n'atteindra pas ses objectifs ». Comme bon nombre de parlementaires de droite, Fillon a toutefois noté « un progrès incontestable » par rapport à la politique menée par Jean-Marc Ayrault. « Il (Manuel Valls) essaie de réparer les erreurs économiques et financières qui ont été commises ces deux dernières années », a-t-il affirmé.

L'ancien premier ministre de Nicolas Sarkozy en a d'ailleurs profité pour rappeler les « deux plans d'austérité » réalisés par ses soins. Le second comprenait notamment l'anticipation du passage à 62 ans de l'âge légal de départ en retraite. Une mesure que l'opposition continue de défendre, comme, plus largement, l'ensemble du bilan du précédent quinquennat qui a pourtant vu l'endettement public s'accroître de 600 milliards d'euros, selon la Cour des comptes.

Parmi les députés UMP « hésitants », figurait également l'ancien ministre Benoist Apparu, qui a fini par trancher lundi. « Il y avait jusqu'alors un certain nombre de mesures similaires à ce que nous avons fait, malgré quelques petites nuances, dit-il. Pour une fois que nous allions dans une direction correcte, qui allait dans le sens des réductions publiques, je ne voulais pas être manichéen. Mais Valls a finalement choisi de raboter les seules mesures qui avaient été précisément chiffrées. » Le député de la Marne a finalement voté contre.

À l'Assemblée nationale, Copé a livré mardi un véritable réquisitoire contre la politique gouvernementale. Le matin même, il avait plaidé devant le groupe UMP en faveur d'une opposition unie, condition sine qua non, selon lui, pour adresser un signal fort aux électeurs, après plus d'un an de divisions internes. Dès lors, chacun a déroulé devant les caméras de télévision un seul message : reconnaître une faible avancée des

propositions socialistes, tout en regrettant « le manque de réformes structurelles » et « les hypothèses de croissance farfelues émises par le gouvernement ».

D'après Copé, ce ne sont pas 50 milliards d'économies qu'il faudrait réaliser, mais 130, chiffre directement inspiré du projet économique et social de l'UMP, qui prévoit une série de mesures radicales telles que la fin des 35 heures, la retraite à 65 ans ou la remise en cause des indemnités chômage. Adopté fin janvier, ce projet d'alternance a été critiqué par Alain Juppé, François Baroin et Nathalie Kosciusko-Morizet. « Tant que nous ne serons pas dans une élection présidentielle, les Français ne s'intéresseront pas à ce que l'opposition propose, reconnaît Dominique Bussereau. Le projet de l'UMP est un socle provisoire, mais il n'est pas opérationnel. Nous ne sommes pas obligés d'entrer dans le détail programmatique. »

Les députés UDI ont choisi, eux, une tout autre stratégie. Souhaitant rester dans une « opposition constructive », ils se sont en majorité abstenus mardi. Seuls 7 d'entre eux ont voté contre le plan Valls (contre 3 votes pour et 17 abstentions). Le président par intérim de l'UDI Yves Jégo avait déjà souligné dans Le Journal du dimanche « la bonne nouvelle » du pacte de responsabilité. « Valls, c'est l'anti-Ayrault, mais il ne va pas au bout du courage », a affirmé à son tour Philippe Vigier, président du groupe UDI à l'Assemblée nationale : « Il faut aller plus vite, réaliser de véritables réformes structurelles et briser les lignes habituelles du parti socialiste. »

Vigier en est convaincu : « Cette absence de courage engendrera une nouvelle cure d'austérité dès juin 2014. » L'UDI a de son côté proposé un « contre-pacte » de 80 milliards d'économies, prévoyant notamment le rétablissement des 39 heures, la réduction des effectifs des fonctionnaires et la restructuration des collectivités locales. Le parti centriste se voit déjà constituer pour les votes futurs un réservoir de voix pour un Manuel Valls en difficulté. Pour l'heure, celui-ci rejette l'hypothèse. Pour combien de temps ?

mediapart.fr

III) Plan de stabilité : qui sont les 41 députés PS abstentionnistes ?



Par Le Nouvel Observateur

Une quarantaine de députés de la majorité n'a pas voté mardi le programme de stabilité présenté par le gouvernement. Décryptage.



265 pour, 232 contre. Mais surtout 41 abstentions chez les députés de la majorité. Le gouvernement l'a échappé belle mardi 29 avril, lorsque les parlementaires ont été consultés sur le programme de stabilité.

Si la feuille de route qui engage la France pour les trois ans à venir a été adoptée avec 33 voix d'avance, c'est la première fois que la majorité apparaît aussi divisée sur un texte.

La centaine de députés dits "frondeurs", qui a multiplié les démarches ces dernières semaines afin d'infléchir les orientations économiques du gouvernement, a décidé, pour une moitié d'entre eux, de ne pas soutenir le plan d'économies de 50 milliards.

On retrouve parmi eux de nombreux parlementaires issus de l'aile gauche du PS, notamment des courants "Un monde d'avance" () de Benoît Hamon, et "Maintenant la gauche" () animé par Emmanuel Maurel. "La gauche populaire" () de Laurent Baumel compte également quelques représentants, de même que la sensibilité aubryiste () au sein du Parti socialiste.

IV) Le plan d'économies de Valls adopté, mais sévère avertissement des députés PS

François Vignal



© AFP

La trajectoire budgétaire qui définit les 50 milliards d'euros d'économies portée par Manuel Valls a été adoptée par l'Assemblée Nationale, mais avec 41 abstentions chez les députés PS. Beaucoup plus que les 11 abstentions lors du vote de confiance.

Le vote n'était que consultatif. Mais plein d'enjeux. Les députés ont adopté la trajectoire budgétaire 2014-2017 que la France va proposer à la Commission européenne par 265 voix pour et 232 contre et 67 abstentions, dont pas moins de 41 députés PS chez les abstentionnistes sur les 291 du groupe. C'est beaucoup plus que les 11 abstentions PS lors du vote de confiance à Valls. Le premier ministre a voulu y voir « un acte fondateur pour la suite du quinquennat ». En réalité, c'est le signe d'un vrai malaise au sein du groupe PS de l'Assemblée nationale où, à la différence des sénateurs PS, plus unis derrière le gouvernement, la défiance prend le pas sur la méfiance.

« Une majorité fiable, c'est mieux qu'une majorité relative »

Consolation pour Manuel Valls : il évite le pire scénario, qui était de faire adopter son texte grâce à l'abstention « d'encouragement » des centristes. C'est bien une majorité de gauche qui a voté en faveur de la trajectoire présentée. Mais une majorité qui se rétrécit. « On fera avec », affirme le porte-parole du groupe PS, Thierry Mandon, qui ne cache pas son regret : « Une majorité

fiable, c'est mieux qu'une majorité relative. Voter la confiance, puis la retirer deux semaines après... »

Dans le détail (voir sur le site de l'Assemblée), les 3 députés chevènementistes du MRC ont voté contre. Un UMP, Frédéric Lefebvre a voté pour. On compte 3 abstentionnistes à l'UMP, dont Jérôme Chartier. A l'UDI, il y a 3 votes pour, 7 contre et 17 abstentions. Chez les écologistes, 3 pour, 12 contre et 2 abstentions. La majorité des radicaux a voté pour et la majorité des communistes contre.

La trajectoire budgétaire définit la baisse du déficit public à 3% du PIB en 2015 et le pacte de responsabilité, synonyme de 40 milliards d'euros de baisse de cotisations ou d'impôts pour les entreprises, 5 milliards pour les ménages, le tout financé par 50 milliards d'économies. Un effort sans précédent qui ne passe pas chez une partie grandissante des députés PS. Avant le vote, Manuel Valls a dramatisé l'enjeu. « Le résultat du vote de cet après-midi conditionne à la fois la légitimité du gouvernement, sa capacité à gouverner », a-t-il lancé devant l'Assemblée nationale. « J'assume, oui, j'assume » a-t-il répété à huit reprises, sous forme d'anaphore à la Hollande.

« Un vote d'alerte sérieux »

« Même pas peur », pourraient répondre en substance les frondeurs de Solférino. « Manuel Valls dramatise à l'excès. Ce n'est pas un vote juridique, mais symbolique », tentait de minimiser avant le vote Laurent Baumel, député PS qui s'est abstenu. Même son de cloche avec le député Jean-Marc Germain, proche de Martine Aubry, qui y voit « un vote indicatif ». « Lors de la réunion de groupe, une députée a dit au premier ministre "tu ne vas pas nous dire à chaque fois que c'est un vote de confiance » », raconte Jean-Marc Germain.

Laurent Baumel définit son choix comme « un vote d'alerte sérieux. Je ne me pose pas la question de ce que cela peut produire sur la mécanique de la majorité. C'est un vote de discussion. On n'a jamais pu discuter du volume des économies, de la baisse des charges », regrette Laurent Baumel. Les gestes annoncés la veille par le locataire de Matignon, dont une mesure en faveur de 6,5 millions de retraités, n'ont pas suffi. Mais ils permettent aussi aux frondeurs de

justifier leur résistance. « Il n'y aurait jamais eu cela si on n'avait pas fait ce qu'on a fait », souligne Jean-Marc Germain, qui lui aussi souhaite aller plus loin : « Il faut 30 milliards au lieu de 40 pour les entreprises, en ciblant mieux. Cela permettrait d'éviter la casse des collectivités en réduisant leur effort de 11 à 5 milliards ».

Groupe dans le groupe PS

Les contestataires souhaitent continuer leur débat – pour ne pas dire bras de fer – avec l'exécutif. C'est aussi le sens de leur abstention aujourd'hui. « Si on votait pour, on se liait les mains pour la suite. Car il y aura les recettes, les dépenses », souligne Jean-Marc Germain. Autrement dit, tous les textes financiers, sur lesquels le gouvernement aura besoin d'une majorité. Les frondeurs donnent rendez-vous pour la suite. « Une structure a été mise en place. On se réunit le mardi à 9 heures toutes les semaines », affirme Jean-Marc Germain. De là à voir une sorte de groupe dans le groupe... Au-delà des abstentionnistes du jour, ils sont une petite centaine à demander une vraie inflexion au gouvernement. Ils se rappelleront au bon souvenir de Manuel Valls très bientôt. Des amendements sont en préparation pour le budget rectificatif qui doit être présenté dès juin.

publicsenat.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Nouvelle crise au sein du Front de gauche

Raphaëlle Besse Desmoulières



Manifestation du Front de gauche place de la Bastille, en

Nouveau coup dur pour le Front de gauche après des municipales particulièrement tendues. L'un de ses fondateurs, Christian Picquet, a décidé de se mettre en retrait. Dans une lettre envoyée lundi soir à ses partenaires politiques et rendue publique mardi 29 avril, cet ancien de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) a annoncé que son mouvement, la Gauche unitaire, suspendait sa participation aux instances nationales du Front de gauche.

"Le Front de gauche apparaît de plus en plus comme un bateau ivre que ne rassemblent ni une stratégie cohérente ni un discours audible de la gauche et du peuple, écrit-il. Les intentions de votes dont les sondages nous créditent pour les élections européennes en sont, hélas, une nouvelle traduction après ce qu'on pourrait appeler pudiquement la 'contre-performance' des municipales."

"La coupe a débordé"

En cause notamment, la constitution des listes pour les européennes, la Gauche unitaire ayant eu le sentiment de s'être fait berné par ses partenaires dans trois circonscriptions. "Jusque là, nous avons retenu nos mots mais la coupe a débordé, s'indigne M. Picquet. Cette façon de faire est un révélateur de ce qu'est devenu le Front de gauche." Ses reproches sont nombreux et vifs. Il regrette ainsi que le rassemblement soit "incapable de porter des propositions offensives" : c'est d'autant plus "dramatique", selon lui, que cette crise intervient au moment où le débat s'ouvre à gauche sur la politique menée par

François Hollande.

"La coupe a débordé"

"La voix dominante du Front de gauche, celle de Jean-Luc Mélenchon, nous a installés dans un discours de proclamation et une posture de dénonciation, poursuit-il. Nous n'avons pas quitté le NPA pour reprendre le discours de Besancenot et d'une extrême gauche dont l'impasse est chaque jour plus évidente."

M. Picquet a été affaibli au sein du Front de gauche, car une bonne partie de ses troupes a choisi de partir chez Ensemble, une autre composante du rassemblement, en novembre 2013. Quelques mois plus tard, le choix de M. Picquet et de ses amis de rejoindre la socialiste Anne Hidalgo aux municipales à Paris, comme l'avaient fait auparavant les communistes, a encore aggravé les divisions.

"Crise majeure"

Si M. Picquet venait à quitter le Front de gauche, cela serait un sérieux avertissement pour le PCF et le PG. Pour l'instant, il ne claque pas la porte mais souhaite seulement "tirer une sonnette d'alarme". Mais il entend que le Front de gauche fasse après les européennes le bilan des deux séquences électorales de 2014 pour "sortir en commun de cette crise majeure". En ce sens, il devrait trouver une oreille attentive du côté des communistes. Le 23 avril, dans un entretien à L'Humanité, Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, notait également des "insuffisances" dans l'accord pour les européennes "dont il faudra tirer des leçons".

L'Humanité a également consacré, lundi 28 avril, une double page de tribunes sur l'avenir du Front de gauche. Si l'on retrouve des opposants traditionnels au Front de gauche, certaines signatures sont plus singulières, comme celle d'Eliane Assassi, la présidente PCF du groupe communiste, républicain et citoyen au Sénat, qui rejoint notamment celle d'André Chassaigne son homologue de l'Assemblée nationale. Ils appellent ainsi à cesser la "bataille pour le leadership du Front de gauche" au profit "d'une entreprise collective de refondation de son ambition".

Et dans une adresse claire au Parti de gauche, ils récuse l'idée que la condition de l'efficacité et de la lisibilité de notre stratégie soit l'autonomie

électorale". "Notre erreur est précisément d'avoir progressivement fait du Front de gauche un rassemblement à visée principalement électorale", critiquent-ils. A un mois des européennes, ces règlements de compte publics risquent d'affaiblir un peu plus la coalition de la gauche radicale.

lemonde.fr

Les députés PS votent pour garder « leurs indemnités » (F.Hollande)

Cette fois-ci, c'est le président de notre république socialiste lui-même, qui exprime son mépris pour les députés PS et raille leur vénalité. Il estime ainsi qu'ils seraient prêts à voter pour n'importe quoi afin de sauver leurs indemnités. Des propos rapportés par Libération, qui illustrent tout le cynisme et le machiavélisme de notre parti socialiste national et de son présiflan, François Hollande.

Ainsi, selon Libération du 28 avril, Hollande aurait déclaré qu'il « ne croit pas ses troupes capables d'aller jusqu'au bout », au sujet du vote du pacte de responsabilité dénoncé par une partie des députés de la majorité qui menacent d'une fronde et d'un vote négatif.

Des petites menaces auxquelles François Hollande, en vieux briscard de la politique ne croit évidemment pas. Effectivement, on imagine mal tous ces paltoquets roses sacrifier leurs petites indemnités sur l'autel de leurs convictions, de l'intérêt de la nation ou d'une quelconque morale.

Dans la gauche plurielle française, les idées se négocient contre des postes, des indemnités ou des subventions... Et tout cela avec l'argent des pauvres idiots qui continuent de travailler dans ce pays archaïque et sclérosé par une caste médiatico-politique pourrie jusqu'à la moelle. Pour preuve, personne ne va souligner ces déclarations du président de la république qui devraient faire scandale dans une république « exemplaire »...

À vous toutes et tous



A Suivre...
La Presse en Revue